

Fils d'un Cadi, Benyoucef Ben Khedda est né le 23 février 1920 à Berrouaghia dans le sud de ce qui était, à l'époque, le département d'Alger. Dans son enfance, il fréquenta l'école coranique et l'école française. Dans les années 1930, il poursuivit ses études au lycée Duveyrier de Blida. Là, il fit la connaissance de plusieurs militants nationalistes révolutionnaires algériens dont Mohammed-Lamine Debaghine, Saad Dahlab, Ramdane Abane, et M'hamed Yazid. Debaghine qui était leur aîné, les encadrait dans leurs activités militantes. Le groupe de lycéens nationalistes lisaient le journal El Ouma, publié à Paris par l'Etoile Nord Africaine.

Au lycée, ces jeunes militants nationalistes furent particulièrement marqués par le rejet de la culture arabo-islamique par le système éducatif français prévalant en Algérie. Ce rejet s'inscrivait dans le cadre de la politique assimilationniste française qui s'efforçait de couper la jeunesse algérienne de ses racines civilisationnelles. Expliquant la réaction des jeunes militants nationalistes à cette politique de dépersonnalisation, Benyoucef Ben Khedda affirmait : « Un autre fait qui a marqué notre adolescence fut la langue arabe enseignée au Collège comme « langue étrangère » au même titre que l'anglais ou l'allemand, alors que c'était notre langue maternelle - la langue officielle étant la langue française -. Cela nous choquait et nous chagrinaient car nous aspirions tellement à l'acquérir afin de goûter aux chefs d'œuvre de nos ancêtres et à l'éclat de la culture arabo-islamique qui nous fascinaient littéralement » (1).

Nationaliste révolutionnaire, Benyoucef Ben Khedda adhéra officiellement au Parti du Peuple Algérien (PPA) en 1942 alors que le Parti était interdit par les autorités françaises depuis septembre 1939. En 1943, il fut arrêté et torturé par la police française pour avoir participé à une campagne du PPA menée dans la région de Blida, pour lutter contre la conscription des Algériens envoyés en Europe pour combattre l'Allemagne. Après 8 mois de détention, il fut finalement libéré en décembre 1943.

Parallèlement à ses activités militantes, Benyoucef Ben Khedda poursuivait ses études. Après l'obtention de son baccalauréat, il s'inscrivit à la faculté de médecine et de pharmacie de l'université d'Alger en 1943. Il ne parvint à obtenir son diplôme de pharmacien qu'en 1951 en raison d'un retard scolaire résultant de son engagement politique.

Sur le plan politique, il devint membre du Comité central du PPA-MTLD en 1947. Puis, il accéda au poste de Secrétaire général de 1951 à 1954. Durant la crise du PPA-MTLD, en 1953-1954, Benyoucef Ben Khedda fut l'un des principaux animateurs du courant centraliste qui s'opposa au Président du Parti, Messali Hadj. A la veille de l'insurrection du 1er novembre 1954, le PPA-MTLD avait définitivement éclaté en trois tendances : les messalistes partisans de Messali

Hadj ; les centralistes favorables à une direction collégiale ; les activistes partisans du déclenchement d'une insurrection armée capable de transcender les oppositions internes et de libérer l'Algérie.

Arrêté après l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954, à laquelle il n'avait pas pris part, Benyoucef Ben Khedda fut finalement libéré en mai 1955. Quelques semaines après sa libération, il adhéra au Front de Libération Nationale (FLN). Il devint le conseiller assistant d'Abane Ramdane à Alger.

En août 1956, au cours du Congrès de la Soumman, Benyoucef Ben Khedda fut désigné comme membre du Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA) et du Comité de Coordination et d'Exécution (CCE) avec Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, Saad Dahlab et Krim Belkacem. Avec les deux premiers, il dirigea l'organisation de la Zone Autonome d'Alger. Ayant déjà géré l'Algérie libre, l'organe du MTLD, il fut chargé de mettre sur pied le journal du FLN, El Moudjahid.

Quittant Alger après l'assassinat de Larbi Ben M'hidi par les troupes françaises en mars 1957, Benyoucef Ben Khedda se rendit à l'étranger au nom du FLN. Après diverses activités diplomatiques de représentation de l'Algérie, le 9 août 1961, il accéda à la présidence du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA). Il acheva les négociations sur l'indépendance de l'Algérie avec les autorités coloniales françaises et proclama le cessez-le-feu du 19 mars 1962 à la suite des accords d'Evian. La population algéroise en liesse l'accueillit dans la capitale le 3 juillet 1962, jour de la reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Algérie par la France.

Durant la crise de l'été 1962, où de multiples fractions issues des rangs du FLN et de l'ALN s'opposèrent, Benyoucef Ben Khedda préféra se retirer afin d'éviter « un bain de sang fratricide ».

Opposant aux gouvernements algériens post-indépendance, le 10 mars 1976, Benyoucef Ben Khedda signa un manifeste avec Ferhat Abbas, Hocine Lahouel et cheikh Mohammed Kheir-Eddine. Les signataires réclamaient la constitution d'une Assemblée nationale constituante élue au suffrage universel direct, la fin du « système totalitaire actuel », l'établissement des « libertés d'expression et de pensée pour lesquelles le peuple algérien a tant combattu » et enfin d'œuvrer « pour un Maghreb arabe uni, islamique et fraternel » c'est-à-dire, notamment, de travailler activement à une réconciliation entre l'Algérie et le Maroc (2).

Après les révoltes d'octobre 1988 et l'instauration du multipartisme, Benyoucef Ben Khedda fonda, avec d'anciens militants du mouvement nationaliste algérien, le parti islamo-nationaliste El Oumma qui se donnait pour but de mettre en œuvre les principes proclamés par la déclaration du 1<sup>er</sup> novembre 1954 : « l'Etat

algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques » (3).

Afin de contrer l'influence du mouvement islamique, une loi interdisant l'usage de la constante historique « Islam » par les partis politiques sous peine de dissolution fut promulguée par les autorités algériennes. Refusant de se plier à cette loi, El Oumma préféra s'auto-dissoudre. Dans le même temps, Benyoucef Ben Khedda fonda, avec le cheikh Ahmed Sahnoune, l'organisation At-Tadhamoun al-Islami al-Jazaïri - la solidarité islamique algérienne - dont le but était de dénoncer l'état d'exception et les violations des droits de l'Homme ayant suivi l'interruption du processus électoral de janvier 1992.

Musulman convaincu, Benyoucef Ben Khedda considérait que l'islam était la solution aux problèmes rencontrés par les pays arabes et musulmans : « pour chaque problème qu'ils rencontrent, ils [les occidentalisés] se sont tournés vers le « Premier Monde » pour des réponses, des orientations et de l'aide. Ils voient leurs propres sociétés délinquantes et attribuent cette délinquance à son adhésion à la religion et aux traditions. La plupart de l'élite dirigeante du monde musulman appartient à cette école de pensée. Il est temps que nous les invitons à laisser de côté cette hypocrisie et de jeter un regard objectif sur leurs propres sociétés. Ils pourraient découvrir - contrairement à ce qu'ils pensent - que le bon côté de leurs sociétés provient de l'Islam et le mauvais côté de l'hypocrisie et de la défiance de l'Islam » (4).

Après une longue maladie, Benyoucef Ben Khedda est décédé le 4 février 2003. Dans le cadre de son activité politique, Ben Khedda a rédigé cinq ouvrages d'histoire sur la lutte de libération nationale du peuple algérien.

Le texte ci-dessous est l'introduction de son ouvrage Les origines du premier novembre 1954 qui retrace l'histoire du mouvement nationaliste révolutionnaire algérien avant le déclenchement de la révolution algérienne. Dans ce texte, Benyoucef Ben Khedda mit en avant la violence particulière de la colonisation française en Algérie qui était une colonie de peuplement considérée comme un territoire de la République. La violence particulière de cette colonisation s'exprima notamment au travers de la politique ethnocidaire mise en place par les autorités coloniales françaises. Cette politique ethnocidaire visait à faire disparaître l'ensemble des caractères sociaux et culturels du peuple algérien en s'attaquant prioritairement à l'islam et à la langue arabe. Contre cette politique coloniale, Benyoucef Ben Khedda insistait particulièrement sur la dimension culturelle et religieuse de la résistance algérienne : « L'Algérien se réfugia alors au plus profond de son être : ses croyances religieuses et ses traditions ».

Youssef Girard  
2 février 2012

\*\*\*

## Considération sur l'« Algérie-française »

Quand on jette un regard sur notre passé récent, on constate que le peuple algérien ne s'est éveillé au nationalisme militant que tardivement, bien après l'apparition du nationalisme en Tunisie, au Moyen-Orient et en Asie. Les grandes manifestations populaires, celles qui firent date dans l'histoire du pays, n'apparaissent en effet qu'en 1945, à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le nationalisme, de par sa nature, est fonction de la domination coloniale. Il est d'autant plus violent que celle-ci est brutale.

En Algérie, la conquête du territoire, il convient de le rappeler, fut une entreprise sanglante dure, longue, jalonnée d'insurrections et de répressions, d'expropriations et d'appropriations de terres par les colonisateurs. Il fallut à la France, principale puissance militaire d'Europe, un demi-siècle pour occuper le pays jusqu'aux confins nord du Sahara. Les Algériens se signalèrent par leur courage et leur héroïsme, mais ils subirent la défaite militante due, moins à la supériorité matérielle et technique de la France, qu'à leur incapacité d'offrir un front uni à l'adversaire. Le régime du Dey s'étant effondré, l'Emir Abdelkader prit la tête de la résistance. Il proclama la mobilisation populaire contre l'envahisseur au nom de l'Islam, et dirigea la guerre contre les français quinze ans durant (1832-1847) ; mais une partie seulement du territoire le soutenait : le centre, et l'ouest. La lutte menée par l'Emir Abdelkader et le Bey Ahmed de Constantine, quoique simultanée ne fut pas coordonnée, et les deux chefs échouèrent. Lorsque la grande insurrection de 1871-1872 éclatera en Kabylie et dans le Constantinois sous l'impulsion de Cheikh El Haddad et de Mohammed El Mokrani, le centre et l'ouest vaincu, ne pourront leur être d'aucun secours. Effeuillant l'Algérie comme un artichaut, la France soumit les provinces une à une, malgré les efforts et les sacrifices immenses des populations.

Mais ce n'était pas assez de réduire l'Algérie par la force. Le colonisateur, craignant ce peuple qui avait fait montre d'une énergie peu commune au combat, et qui était capable à tout moment d'un sursaut patriotique, entreprit de les neutraliser en lui opposant une forte présence européenne sur son sol. Il entendait ainsi assurer pour de bon la « pérennité française » dans le pays.

La France encouragea l'immigration d'Européens : Français, Espagnols, Italiens, Maltais. Elle distribua des terres à exploiter, ainsi qu'à des compagnies foncières. Bientôt se forma une classe puissante, le colonat, noyau dur de la future communauté « pied-noire », qui s'arrogera le droit de symboliser la permanence française en Algérie. La France proclama l'Algérie « française » et décréta les Algériens « Français ». Désormais, l'Algérie relevait des affaires intérieures de la

« mère-patrie » au même titre que la Corse, la Provence ou la Bretagne.

En Tunisie et au Maroc, la France avait plus ou moins respecté les structures locales. Les dynasties husseinite et alaouite furent maintenues. L'Etat continuait d'avoir une existence, fût-elle artificielle. La langue arabe était enseignée ; Djamaâ Zitouna (Tunis) et Quaraouiyine (Fez), grands centres de la culture islamique, furent épargnés.

En Algérie, la France détruisit les espaces culturels, les zaouïa et les écoles et fit main-basse sur les biens habous dont les ressources servaient à en assurer le fonctionnement (5) ; elle fit disparaître complètement les structures de l'Etat algérien, et pratiqua sans ménagement le système de l'administration directe, aggravé par des dispositions répressives de caractère exceptionnel dont l'ensemble va constituer le Code de l'indigénat (1881). Celui-ci, pour éviter toute velléité de révolte, livra l'Algérie à la férule d'autorités coloniales toujours promptes à sévir contre la moindre incartade.

Les Français conquièrent l'Algérie par la force, l'organisèrent à leur profit, et se considèrent comme ses légitimes propriétaires. Ils entreprirent une politique dite de rattachement, d'assimilation, puis d'intégration visant à faire de l'Algérie une partie intégrante de la nation française, et de ses habitants des Français. Mais en fait de droits, ceux-ci étaient reconnus aux Européens exclusivement.

L'Algérien se réfugia alors au plus profond de son être : ses croyances religieuses et ses traditions. Là encore, il fut pourchassé et subit une autre forme d'agression : l'agression culturelle. Une véritable politique de dépersonnalisation oeuvra à le priver de sa langue nationale et de sa religion, considérées comme les deux principaux obstacles à la politique de francisation.

La langue arabe qui était, avant la conquête coloniale, la langue nationale, celle de la culture, de l'administration de la magistrature, fut étouffée : seul le français avait cours. Islam, qui fut pendant plus d'un millénaire et quart la source de la morale, du droit, de la législation politique, économique et sociale est battu en brèche et mis sous étroite surveillance. L'hostilité à son égard était dans la ligne politique de la France, « fille aînée de l'Eglise », et de la lutte séculaire de la Croix contre le Croissant ; elle avait compté pour beaucoup dans les raisons qui avaient poussé à la conquête, l'Eglise voulant refaire de l'Algérie « une terre chrétienne » comme jadis, avant l'avènement de l'Islam en Afrique du Nord. Une telle volonté de déposséder l'algérien de ses valeurs religieuses et culturelles se traduisait sur le terrain sous la forme d'une collaboration étroite entre l'administration, le colon et le prêtre. Elle se développa aussi à travers les tentatives d'évangélisation des musulmans par les ordres missionnaires (Pères blancs notamment), surtout dans les campagnes, et la confiscation des mosquées en vue de leurs transformations en églises. En tant qu'institution, l'Eglise se

faisait l'auxiliaire proclamé de la colonisation ; elle se flattait de pratiquer son prosélytisme ouvertement avec un zèle militant.

L'enseignement public était français ; il était laïc et ignorait tout de l'Algérie, de ses réalités, de son histoire et de sa culture. « Nos ancêtres les Gaulois », faisait-on à nonner aux petits Algériens, dans les écoles dites « indigènes ». De plus, il était dispensé au compte-goutte, et, hormis une frange réduite de lettrés arabes, l'intelligentsia algérienne était, pour ainsi dire, insistante.

C'est alors que les théoriciens de la colonisation se mirent de la partie. Ils professèrent que l'Algérie n'avait ni passé, ni civilisation, ni personnalité ; qu'elle était une mosaïque d'ethnies ayant subi au cours des âges maintes et maintes invasions : phénicienne, romaine, vandale, byzantine, arabe, turque. Maintenant assuraient-ils, elle avait la chance de s'ouvrir à « l'œuvre civilisatrice de la France ».

L'organe de l'idéologie coloniale L'Afrique Latine, écrivait à ce propos : « Il n'y a pas de nation indigènes en Algérie. Il y a des Kabyles et des Berbères arabisés qui se haïssent ; des tribus en lutte continuelle les unes avec les autres ; des familles en rivalité sanglante : aucune idée commune, encore moins une notion supérieure de la patrie.

C'est nous, comme le répétait ici même Louis Bertrand, qui non seulement avons refait le sol, mais lui avons donné un semblant d'unité politique et administrative. Si nous n'étions pas là, la patrie, pour un habitant d'Alger expierait aux portes d'Alger même. En dehors de la banlieue, il serait accueilli à coup de fusil, comme cela se passait avant 1830. Si aujourd'hui l'Algérien peut parler de l'Algérie comme son pays, c'est grâce à nous qu'il le doit.

Il n'y a pas de nation indigène en Algérie, encore moins peut-on parler de nation arabe. Car il n'y a pas ici d'Arabes. Il y a des métis de l'union des envahisseurs d'Arabie avec les berbères, les nègres, les anciens habitants du pays ; il faut être d'une ignorance crasse pour parler, comme ce journaliste indigène d'avant guerre, « d'alliance franco-arabe » et du pacte conclu entre la nation arabe et le maréchal Bourmont ». L'Afrique Latine, n°6 du 15 mars 1922.

Algérie française, administration directe, dépersonnalisation : tels sont les mots-clefs qui définissent et caractérisent la politique d'exaction à outrance, méthodiquement menée à l'encontre de la société algérienne. Une société dont les cadres traditionnels ont été durement éprouvés, et dont les élites ont disparu au cours de la conquête, ou furent contraints à l'exil. Une société dont les structures ont été bouleversées, et qui, désormais, se trouve livrée à un sort tragique.

L'Algérie coloniale n'a pas joui d'une autonomie réelle, ou formelle comme les d'autres colonies européennes où le pouvoir était partagé avec une « bourgeoisie locale ». Selon l'expression d'un auteur « Le conquérant a supprimé entre lui et la grande masse tout intermédiaire ». En Algérie, « les bourgeoisies locales » sont inexistantes, les classes moyennes rurales aussi bien qu'urbaines ayant été laminées par le rouleau compresseur de la colonisation. Les colons monopolisent tous les grands moyens de production : riches terres, banques, moyens de transport, commerce extérieur, etc. Ils s'appuient pour gouverner sur les grandes familles indigènes ou familles des « grandes tentes », qui ne détiennent du reste ni pouvoir politique, ni pouvoir économique. La classe ouvrière n'existe pas, la France s'étant appliquée à faire de l'Algérie un pays spécifiquement agricole où domine la vigne cultivée dans l'intérêt exclusif des Européens. C'est dire que l'Algérie était cantonnée dans un rôle passif de source de matières premières et de produits agricoles et de débouché pour les articles manufacturés français.

Dans un tel contexte, il serait pour le moins illusoire d'évoquer une quelconque lutte des classes comme se sont hasardés à la faire certains auteurs marxistes. D'autant que l'Islam ne manquera pas, de ce point de vue, d'être un puissant facteur de rassemblement cimentant la volonté des Algériens et unifiant leur élan dans le combat contre le colonialisme.

L'expropriation des Algériens des terres fertiles a eu également pour résultat l'exode rural, et l'urbanisation sauvage attestée par l'apparition des premiers bidonvilles dans la périphérie des grandes villes.

A cause de ses énormes richesses, l'Algérie a vite été transformée en colonie de peuplement où une minorité d'Européens tente d'y faire souche pour imposer sa loi et exploiter le pays à son profit et à sa guise.

Benyoucef Ben Khedda

### Notes de renvoi :

(1) Chafik B., La Tribune, 19 août 2000, URL :

[http://www.benkhedda.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=3&Itemid=7](http://www.benkhedda.org/index.php?option=com_content&view=article&id=3&Itemid=7)

(2) Manifeste du 10 mars 1976, URL :

[http://www.benkhedda.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=18&Itemid=18](http://www.benkhedda.org/index.php?option=com_content&view=article&id=18&Itemid=18)

(3) Déclaration du 1er novembre 1954, URL :

[http://fr.wikisource.org/wiki/D%C3%A9claration\\_du\\_1er\\_novembre\\_1954](http://fr.wikisource.org/wiki/D%C3%A9claration_du_1er_novembre_1954)

(4) Ben Khedda Benyoucef, « L'Islam est la solution », URL :

[http://www.benkhedda.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=17:1islam-est-la-solution&catid=8:lutte-post-independance-](http://www.benkhedda.org/index.php?option=com_content&view=article&id=17:1islam-est-la-solution&catid=8:lutte-post-independance-)

(5) Zaouïa, centre à la fois d'enseignement coranique et d'activités socio-culturelles fonctionnant en Afrique du Nord sous l'égide des confréries religieuses.